



Union Départementale des Syndicats Confédérés CGT d'Indre-et-Loire

COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis, plus d'une semaine, les 120 locataires de l'ancien hôtel Liberté, situé avenue Maginot à Tours Nord, se trouvent privés d'électricité suite à une décision de la direction d'EDF en conflit avec le propriétaire de l'immeuble.

Face à cette situation d'urgence, la CGT exige de rétablissement immédiat de l'alimentation électrique, même à titre temporaire.

Il est inacceptable que ces familles en situation précaire soient prises entre le marteau et l'enclume alors qu'elles ne sont en rien responsables de la situation.

Contrairement aux propos du Préfet, il s'agit bien d'une affaire publique. C'est bien le droit à l'énergie qui est remis en cause. Pour rappel, ce droit s'inscrit dans les valeurs républicaines de notre pays. Celles-ci ne doivent pas seulement être invoquées dans les discours après les attentats.

Pour sa part, nous attendons d'EDF qu'elle joue pleinement son rôle de service public plutôt que de se lancer dans des stratégies commerciales et financières hasardeuses.

Si la sécurité dans le l'immeuble ne peut pas être assurée, une solution durable et décente en matière de relogement doit pouvoir être rapidement proposée, plutôt que de renvoyer au 115.

Saint Avertin, le 5 Aout 2016